

SOS SAHEL, acteur majeur d'aide au Sahel



SOS SAHEL est une O.N.G. internationale dont la vocation est d'améliorer les conditions de vie des populations du cœur de l'Afrique. Grâce à son expertise et son réseau professionnel, elle réalise des projets de développement social, économique et environnemental, comme l'agriculture durable, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'hygiène, l'éducation ou encore la lutte contre la désertification.

Chiffres clés

40 ans d'expérience
270 projets engagés
1 000 villages concernés
1 317 points d'eau forés
150 000 hectares régénérés
1,5 millions de Sahéliens impactés

Déduisez de vos impôts 66% de vos dons

Vous pouvez déduire de votre impôt plus de la moitié de votre don. La Loi de Finances vous permet d'obtenir une déduction fiscale correspondant à 66% de vos dons dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Si les dons effectués au cours d'une année dépassent le

plafond des 20% autorisés, la part dépassant la limite peut être reportée sur les 5 années suivantes. Pour bénéficier de ces réductions fiscales, il vous suffit de joindre à votre déclaration de revenus le reçu fiscal que nous vous adressons après chacun de vos dons.

SOUTENEZ LES ACTIONS DE SOS SAHEL



Je fais un don RÉGULIER pour soutenir les actions de SOS SAHEL

- Mensuel Trimestriel Annuel
- 10€ soit 3,40€ après déduction fiscale* 30€ soit 10,20€ après déduction fiscale*
 15€ soit 5,10€ après déduction fiscale* 80€ soit 27,20€ après déduction fiscale*
 Don libre

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever le 10 du mois, si ma situation le permet.

Mes coordonnées bancaires (à compléter) :

IBAN

BIC

Date et signature (obligatoire) :

.....

En signant ce mandat, vous autorisez SOS SAHEL International France à envoyer des instructions à votre banque pour débiiter votre compte conformément aux instructions données sur ce mandat. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque, selon les conditions écrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour le prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

IMPORTANT : MERCI DE JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE OU POSTAL (BIC/IBAN).
 Je recevrai un reçu fiscal en début d'année.

Je fais un don PONCTUEL pour soutenir SOS SAHEL

Par chèque à l'ordre de **SOS SAHEL International France**

- 30€ soit 10,20€ après déduction fiscale* 55€ soit 18,70€ après déduction fiscale*
 70€ soit 24,80€ après déduction fiscale* 150€ soit 51€ après déduction fiscale*
 Don libre

Je désire m'abonner à La Lettre du Sahel

- 7€ les 4 numéros, soit 2€ après déduction fiscale*

Je souhaite être tenu informé par mail :

Vous pouvez aussi faire un don par carte bancaire sécurisé sur : sossahel.org

VOS COORDONNÉES

Nom
 Prénom
 Adresse

 CP Ville
 E-Mail

Bon à retourner à : **SOS SAHEL - 2, avenue Jeanne 92604 Asnières-sur-Seine CEDEX**

*La loi de Finances vous permet d'obtenir une déduction fiscale correspondant à 66% de vos dons dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, en vous adressant au siège de notre association, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et demander leur rectification et suppression. SOS SAHEL peut être amenée à communiquer vos coordonnées à d'autres organismes humanitaires.

LA LETTRE DU

TRIMESTRIEL - MARS 2014 - N° 126

SAHEL

DOSSIER

Rebâtir le Mali, L'urgence du développement

p. 03

SAVOIR FAIRE

La «grande entente» à Sanankoroba

p. 06



2014 : ANNÉE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Quand nous parlons de l'Agriculture Familiale, nous parlons des producteurs, des pêcheurs, des éleveurs, des cueilleurs, des femmes et des hommes qui tous les jours travaillent dans de petites exploitations. Ils constituent de loin la majorité des agriculteurs dans le monde. En Afrique, les petites exploitations représentent près de 80% des exploitations agricoles et produisent 90%* de la nourriture locale. Elles contribuent non seulement à assurer la sécurité alimentaire des populations, mais elles créent également de la richesse, des emplois et assurent de nombreuses fonctions, de la préservation de l'environnement à l'aménagement du territoire.

Les trente dernières années ont vu la place de l'agriculture familiale décroître dans les politiques publiques, nationales et internationales. Pourtant, si elle a longtemps souffert d'une image négative aux yeux des décideurs politiques du Sud, l'agriculture familiale retrouve peu à peu sa place légitime dans les politiques de développement de long terme. Plus productive à l'hectare, plus intensive en main-d'oeuvre et plus résistante face aux aléas climatiques, son rôle dans la réduction de la pauvreté et de la faim est désormais établi.

Toutefois, ce changement de perspective peine à être réellement appliqué sur le terrain et la marginalisation des petits producteurs persiste.

L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 (AIAF) entend répondre à ce manque de reconnaissance. Elle vise à réhausser l'image de l'agriculture familiale et de la petite agriculture en focalisant l'attention du monde entier sur leur contribution significative à l'éradication de la faim et de la pauvreté.

Amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, gestion des ressources naturelles, protection de l'environnement et développement durable, en particulier dans les zones rurales... l'objectif de cette année 2014 est bien de remettre l'agriculture familiale au centre du débat pour favoriser la transition vers un développement plus équitable et plus équilibré ●

* Source : ONU



Éditorial



Rappelez-vous : nous nous sommes quittés en décembre 2013 sur l'émotion suscitée par ces atroces images des drames de Lampedusa.

Au-delà des contrôles, des barrières, des murs et des barbelés, l'aide au développement et une coopération renforcée constituent la meilleure des solutions, écrivions-nous, confortés dans notre mission de développement et de soutien aux initiatives des populations sahéliennes.

Depuis, notre équipe s'est mobilisée comme toujours pour poursuivre les projets en cours et en ouvrir de nouveaux.

Une mobilisation prometteuse, puisque 2014 marquera sans doute une étape historique dans le développement de nos actions.

En reprenant d'abord pied au Mali où notre expertise nous porte au premier rang des acteurs pour réactiver la production agricole, réanimer la démocratie locale et contribuer au développement économique des acteurs locaux des régions sinistrées de Kidal, Tombouctou, Gao.

D'autres projets d'envergure vont débiter au Burkina Faso et au Tchad tandis que nos programmes en cours au Sénégal, au Niger, en Ethiopie et à Djibouti se poursuivent.

Votre générosité reste essentielle dans ce combat !

Philippe Lecomte
Président

SOS SAHEL International France



REBÂTIR LE MALI

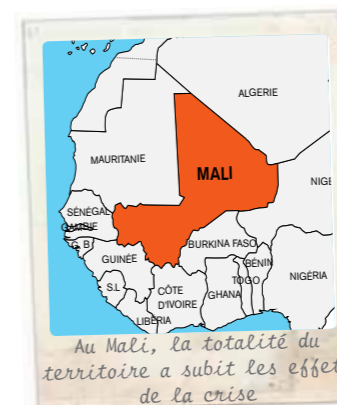
L'URGENCE DU DÉVELOPPEMENT

Tous le disent : « **La crise politique est dernière nous maintenant. Le plus dur reste à faire : nous devons reconstruire notre pays** ». Deux ans après le début de la crise de 2012, le bilan est clair. Tout le pays a été touché, aucun secteur n'a été épargné. Crise politique, crise économique, et crise humaine... aujourd'hui, l'heure est à la reconquête des précieux acquis qui ont été perdus.

Car de fait, avant ces événements, le Mali était plein d'espoir : près de vingt ans de stabilité politique, une société civile forte, et impliquée, une croissance économique de 5%, de vrais progrès en terme de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. **Encore aujourd'hui, les Maliens peuvent être fiers de ce qu'ils avaient accompli.**

Pour autant, les risques demeuraient et les facteurs de crise restaient chroniques et structurels.

Malgré la mise en oeuvre de réformes importantes au cours des cinq dernières années pour améliorer la gouvernance locale, **l'administration avait du mal à maintenir son efficacité.** Pour améliorer la gouvernance au niveau local, depuis 1992, les gouvernements successifs s'étaient engagés dans un processus de décentralisation.



Cependant, dans les communes et les collectivités régionales et locales, la définition des rôles et responsabilités ainsi que le transfert des compétences et des ressources n'était pas réellement effectifs.

Ajoutés à des tensions ethniques et sociales qui ont parfois affaibli le sentiment d'identité nationale et la cohésion citoyenne, la présence limitée de l'État, en particulier dans les régions du Nord, sa faible capacité à toujours garantir la prestation de services efficaces et à assurer une réelle sécurité des citoyens ainsi que les tensions croissantes entre certains groupes sociaux, ont contribué à destabiliser le pays.

Depuis janvier 2013, les grandes villes du Nord ont été reprises et **le retour au calme s'impose dans la totalité du pays.**

Des élections législatives de décembre 2013 ont confirmé que, au coeur de toute dynamique de développement, la remise en place d'une démocratie locale et d'institutions efficaces est le point de départ tant attendu pour un retour durable à l'espoir.

Présente depuis plus de 10 ans au Mali, SOS SAHEL reste au premier rang des acteurs à la base de l'urgente reconstruction du pays ●

Au Mali, tout le monde est désormais mobilisé pour reconstruire le pays.



Les installations d'eau potable réalisées avec le soutien de SOS SAHEL ont permis d'atténuer les effets de la crise.

LA SITUATION GÉNÉRALE RESTE INQUIÉTANTE

Sidi Oumar Adiwakoye, 1er adjoint du Président du Conseil du Cercle de Gourma-Rharous dans la région de Tombouctou, expose la situation économique et humaine dans le Nord du Mali.

« Aujourd'hui, nous vivons dans des conditions très difficiles. Pendant la période de crise, les conditions de vie étaient réellement très dures. Les gens manquaient de tout, les administrations avaient été forcées de quitter le Nord du pays. Les producteurs n'allaient plus cultiver, c'était bien trop dangereux : mieux valait rester auprès des femmes et des enfants. Nous avons vécu au ralenti.

Nous avons déjà travaillé avec SOS SAHEL dans la région. Malgré la crise, nous avons réussi à préserver les précieux acquis de cette collaboration. Dans ce contexte, autant dire que les forages et les dispositifs d'irrigation installés à ce moment là ont été vitaux pour nous.

Aujourd'hui, le calme revient peu à peu dans le cercle de Gourma-Rharous mais les enjeux pour retrouver une vie normale sont de taille. La dernière récolte a été très mauvaise, les gens n'ont pas pu cultiver pendant la période de semaison. Notre priorité est donc de permettre aux gens de retourner cultiver leurs champs, de retrouver leurs revenus et leurs moyens de subsistance.

Les collectivités, en particulier ont été très affectées par la crise. Elle doivent jouer leur rôle à nouveau. Le tissu social a été déchiré, il faut maintenant le recoudre. Nous devons tout mettre en oeuvre pour retrouver un nouvel équilibre. »

LA CRISE ALIMENTAIRE FRAPPE LE PAYS DE PLEIN FOUET

Kati Thiam, Chargée de l'information publique de OCHA (Bureau de la coordination des Affaires Humanitaires aux Nations unies) dresse un bilan préoccupant de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays.

« Aujourd'hui, la situation alimentaire au Mali est très sérieuse et fait l'objet de préoccupations majeures. Bien sûr, nous connaissons déjà les phénomènes chroniques qui frappent régulièrement le pays : les sécheresses, le manque d'irrigation, le manque de pluies... Déjà en 2011, le Mali avait lancé un appel auprès de la communauté internationale pour récolter des fonds au profit de la sécurité alimentaire des populations.

En 2012, la crise a gravement ralenti l'activité économique et agricole. Les gens ont été forcés de quitter leurs terres. Les chiffres publiés début janvier indiquent qu'il y a actuellement 254 800 personnes déplacées au Mali et 168 100 réfugiés maliens dans les pays voisins. Les répercussions sur la sécurité alimentaire dans la région sont considérables. Aujourd'hui, on constate que 3 familles sur 4 sont vulnérables et menacées par la faim, soit 2,3 millions de Maliens. L'assistance alimentaire, qui constitue le tiers de la consommation alimentaire des ménages a bien sûr permis de limiter cette crise. Pour autant, comment les populations parviendront-elles à tenir lorsque cette assurance se terminera?

Pour assurer une sécurité alimentaire durable, il apparaît désormais que nous devons nous attaquer aux causes structurelles profondes de cette crise. Une réponse régionale, au niveau du Sahel tout entier doit notamment être privilégiée.»

DE L'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT UNE STRATÉGIE « GLOBALE »

Rémi Hémercyck, Délégué Général de SOS SAHEL, est optimiste : les impacts de ce grand travail collectif pour le Mali seront à la hauteur des questions que pose la situation actuelle.

« Dès que les conditions l'ont permis, la société civile et le gouvernement (au total, 7 ministères ont été impliqués) se sont mobilisés pour réaliser un diagnostic complet du territoire, un état des lieux. Nos équipes sont allées à la rencontre des populations. Les gens qui avaient fui le Nord du pays l'ont clairement exprimé : ils veulent reprendre leur développement en main, retourner sur leurs terres, et ne plus subir de chocs à répétition. Pour autant, ils ne veulent pas d'une assistance simplement humanitaire. D'ailleurs, en dépit de tous ces déplacés, aucun camp de réfugiés n'a été monté. Les gens se sont tout simplement entraidés.

Aujourd'hui, la volonté de SOS SAHEL se trouve bien au-delà du simple forage, ou du périmètre maraîcher. Bien sûr, notre expérience dans le pays était déjà très importante et avait permis de faire des progrès très intéressants, notamment grâce à la soixantaine d'accès à l'eau potable que nous avons réalisés dans le Nord du pays.

Nous souhaitons nous engager aux côtés des Maliens et des Sahéliens en général dans une action à grande échelle. En unissant, en réunissant toutes nos forces, en nous associant à l'État malien, mais aussi à de très nombreux partenaires locaux, en mobilisant toutes les forces vives et les compétences nous voulons apporter des réponses durables à la situation d'urgence que vit le Mali actuellement.

La stratégie à adopter se doit donc d'être ambitieuse afin de construire les bases du développement. Elle doit toucher tous les secteurs de l'économie et de la vie sociale. Elle doit prendre en compte les besoins réels de la population et surtout des plus vulnérables. Notre volonté est intacte, nous pouvons agir pour permettre aux Maliens de retrouver le chemin du développement.»

04 SOS SAHEL aux côtés des Maliens

A l'heure du bilan, le travail à accomplir est gigantesque. La crise a causé des dégâts considérables dans le Nord et fait fuir des populations que le Sud a le plus grand mal à gérer. Les routes, les bâtiments publics, les propriétés privées, les centres de santé, les écoles, les moyens de production indispensables à l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat ont été systématiquement cassés ou pillés. Dans le Nord, la production agricole s'est effondrée et les circuits de commercialisation ont été gravement perturbés.

Ce qui, hier, était vital est devenu un luxe inaccessible pour la plupart. Face à cette tragédie, SOS SAHEL s'appuie sur son expérience locale pour réanimer ses activités au Mali et veut désormais s'engager dans une action de grande ampleur pour permettre aux familles maliennes de rebâtir leur avenir.

Chiffres clés

3 familles sur 4 subissent une crise alimentaire grave

2,3 millions de Maliens menacés par la faim

254 800 déplacés au Mali

10 ans d'expérience de SOS SAHEL au Mali



LA « GRANDE ENTENTE » À SANANKOROBA LA RÉUSSITE D'UNE ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Au Mali, la vie associative locale est très développée. Le Ben-Ba en est une illustration exemplaire : cette association qui réunit soixante villages de la zone de Sanankoroba mène depuis plus de dix ans des projets de développement local.

« Le Ben-Ba existe depuis 2001. Au départ, c'était une simple association de village, mais très vite, les villages alentour ont compris l'intérêt de travailler ensemble et d'intégrer ce que l'on appelait à l'époque le « cercle de l'amitié ». L'idée était de **partager nos expériences**, notamment dans le domaine agricole, de se former, et de tirer profit des réussites des uns et des autres.

Peu à peu, notre dynamisme a séduit des partenaires qui souhaitaient s'associer à ce que l'on appelait désormais le Ben-Ba, « la grande entente ». SOS SAHEL était l'un d'entre eux. Les premières collaborations ont commencé à voir le jour. **Avec SOS SAHEL, nous avons souhaité mettre en oeuvre un projet ambitieux** : pour limiter la coupe du bois et préserver notre environnement, il fallait détourner les villageois du déboisement en améliorant leurs revenus et leurs conditions de vie. Les femmes productrices de karité, les producteurs de bananes et les éleveurs ont été équipés (matériel, infrastructures, etc.) et formés. Des séances de sensibilisation ont été mises en place, notamment grâce à notre radio locale que nous animons 24h/24.

Notre travail en commun a été une vraie réussite et a permis notamment d'éveiller les consciences : **nous avons su tirer parti de notre expérience avec SOS SAHEL**. Aujourd'hui, dans la zone de Sanankoroba, la réglementation concernant la coupe du bois est très stricte. Dans la commune de Bougoula par exemple, il existe une forêt protégée de 50 ha. Les élus locaux, avec lesquels nous collaborons activement, sont très engagés dans nos projets et nous permettent d'inscrire nos actions dans le long terme.

Aujourd'hui, notre association est bien implantée et reconnue par la population mais les défis restent importants. Nous sommes plus que jamais déterminés à mettre en oeuvre notre philosophie première : **« aidez-nous à nous passer de l'aide »**.

Avec la crise de 2012, la plupart des partenaires sont partis. Nous avons été obligés de nous adapter, d'absorber nous mêmes les chocs. **Dès 2008, nous avons créé une caisse pour financer les activités, notamment agricoles, de la région**. Prêter aux groupements de producteurs, aux villages, aux familles... cette caisse nous a permis de continuer nos activités et de perdurer sur le terrain, auprès des villageois. **En 2013, 514 personnes ont pu financer leurs projets grâce aux fonds réunis par le Ben-Ba**.

Le warrantage*, que nous sommes en train de mettre en place dans nos communes avec le soutien de SOS SAHEL est entièrement financé par cette caisse. Grâce aux formations qui nous ont été délivrées par les équipes de SOS SAHEL, nous sommes aujourd'hui capables de déployer le dispositif sur toute la zone. Cette année est la première, mais la population est d'ores et déjà séduite par le concept et les magasins de stockage commencent à se remplir.

Après les moments difficiles que nous avons vécus ces derniers mois, nous attendons beaucoup du warrantage pour augmenter les revenus des producteurs de la région, sécuriser nos stocks et garantir la sécurité alimentaire dans la région. » ●

Ces propos ont été recueillis auprès de : Adama Maliko, secrétaire général du conseil d'administration de la caisse du Ben-Ba ; Alfa Coulibaly, vice-président du Ben-Ba ; Dramane Traore et Souleimane Konate, coordinateurs du Ben-Ba.

*les producteurs obtiennent un crédit d'une institution de financements, en mettant en garantie un stock de produits agricoles dans un magasin de stockage approprié



Dans la commune de Bougoula, les producteurs ont pu financer le développement de leurs parcelles maraîchères grâce aux crédits de la caisse de Ben-Ba

En direct



La sécurité alimentaire : un combat essentiel

Avec 20 millions de personnes menacées par la faim au Sahel, la sécurité alimentaire reste le 1er défi des Sahéliens. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de promouvoir l'agriculture familiale et de restaurer durablement les conditions de vie. Pour y parvenir, SOS SAHEL travaille au quotidien auprès de plus de 1 000 organisations paysannes et les soutient dans le développement de leurs initiatives. En s'appuyant sur un réseau fort et dynamique, notre objectif est de favoriser le partage des savoir-faire et de conduire des programmes de développement à grande échelle en cohérence avec les politiques menées aux niveaux national, régional et trans-régional. En 2014, SOS SAHEL renforce son engagement et mobilise de nouvelles forces pour atteindre cet objectif devenu absolument central.

MOBILISÉS POUR LES DROITS DES FEMMES

Ingrédient naturel aux propriétés étonnantes, le karité est aussi appelé l'or blanc du Sahel. Le Burkina Faso en est le troisième producteur mondial. Pour les femmes qui le récoltent et le transforment, il représente une véritable opportunité économique. Pour améliorer durablement les conditions de vie des femmes et leur reconnaissance dans la société, SOS SAHEL associe la promotion de leurs droits fondamentaux au développement de la « filière karité » au Burkina Faso*. La Fondation Caritas et l'association suisse KINDER IN NOT, précédemment engagées avec SOS SAHEL auprès des femmes au Mali, soutiennent aujourd'hui cette démarche.

* Retrouvez plus d'informations dans la Lettre du Sahel n°125

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE AU TCHAD

Le Tchad fait partie des 10 pays les plus pauvres du monde. Très dépendants de l'agriculture, 62 % des Tchadiens vivent avec moins de 1 euro par jour. Soumises aux difficultés du quotidien, les populations manquent de temps, de moyens et d'une organisation efficace pour dresser un diagnostic de leur terroir et élaborer une planification pertinente des actions à mettre en oeuvre afin d'améliorer leurs conditions de vie. Dans le département de Wayi, SOS SAHEL travaille avec les populations locales de 700 villages pour rédiger 10 « plans de développement locaux » au niveau cantonal, identifier les besoins réels et les traduire en terme d'investissements pour l'avenir.

POURSUITE DE L'ACTION À NASSÉRÉ

Moins d'une personne sur trois a accès aux services d'assainissement au Sahel. Un demi-million d'enfants meurent chaque année de maladies liées à l'eau comme la diarrhée. SOS SAHEL agit tous les jours sur le terrain pour améliorer durablement les conditions sanitaires des populations. Malgré des efforts importants depuis plus de 10 ans, des progrès restent à faire. C'est pourquoi SOS SAHEL renforce son partenariat avec l'association Montivilliers Nasséré, la Communauté de l'agglomération havraise et l'Agence de l'eau Seine-Normandie auprès de la commune de Nasséré au Burkina Faso. Grâce à cette initiative, SOS SAHEL pourra diffuser les bonnes pratiques d'hygiène auprès des habitants.

SOS SAHEL s'engage pour la nutrition au Sahel

Au Burkina Faso, dans la région de la Boucle du Mouhoun, SOS SAHEL s'engage une nouvelle fois contre la malnutrition aiguë et chronique et pour l'amélioration durable de la sécurité alimentaire. En organisant des séances de sensibilisation à destination des femmes et des hommes, en valorisant les produits et la cuisine locale, en augmentant la quantité et la qualité de la production agricole dans la région, l'objectif est clair : permettre à 14 300 familles parmi les plus vulnérables de se nourrir et de nourrir leurs enfants, en particulier les moins de 5 ans, avec des produits de qualité adaptés et en quantité suffisante. Dans une région où plus de 825 000 personnes souffrent de malnutrition, l'engagement de SOS SAHEL et de ses partenaires locaux auprès des familles du Sahel est plus que jamais nécessaire.

LA LETTRE DU
SAHEL

sossahel.org



Donations et legs

Poursuivez votre soutien au-delà de la vie en choisissant de faire un legs à SOS SAHEL International France. Reconnue d'utilité publique par décret, SOS SAHEL est habilitée à recevoir les donations sans droits de mutations et les legs sans avoir à payer de droits de succession.